



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

143^e Assemblée de l'UIP

Madrid (Espagne) 26-30 novembre 2021



Commission permanente de la
démocratie et des droits de l'homme

C-III/143/DR-am
15 novembre 2021

Législation dans le monde pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne

Amendements au projet de résolution présentés dans les délais statutaires par les délégations de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Bahreïn, de la Belgique, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Finlande, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de la Fédération de Russie, de la Suède et de la Suisse

PRÉAMBULE

Alinéa 2

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) *rappelant* la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, acceptée à l'échelle mondiale, et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, **le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants**, ainsi que la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote), largement reconnue ;
(*Afrique du Sud*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) *rappelant* la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, acceptée à l'échelle mondiale, et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote), largement reconnue, **ainsi que les lignes directrices du Comité des droits de l'enfant concernant l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;**
(*Canada*)

Diviser l'alinéa 2 en deux alinéas séparés, comme suit :

2) *rappelant* la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, acceptée à l'échelle mondiale, et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;

2bis) **rappelant également** et la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote), largement reconnue ;
(Égypte)

Alinéa 3

Modifier l'alinéa existant comme suit :

3) **rappelant en particulier** l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur la protection des enfants contre toutes les formes de violence, d'atteinte, de mauvais traitements, et de négligence **et d'exploitation, y compris les abus sexuels** ;
(Inde)

Nouvel alinéa 3 bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 3 comme suit :

3bis) réaffirmant que les principes généraux de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment ceux de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la non-discrimination, de la participation, de la survie et du développement, servent de cadre à toutes les décisions qui concernent les enfants ;
(Inde)

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 3 comme suit :

3bis) rappelant en outre les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 décembre 2019 (74/247) et le 26 mai 2021 (75/282) sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles ;
(Fédération de Russie)

Alinéa 4

Modifier l'alinéa existant comme suit :

4) **notant que la vente, la traite et** l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne constituent une préoccupation croissante et internationale qui nécessite une collaboration **et une coordination** transfrontalières, et reconnaissant que la lutte contre ces pratiques doit être une initiative mondiale de haute priorité ;
(Afrique du Sud)

Nouvel alinéa 4bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 4 comme suit :

4bis) soulignant la façon dont la pandémie de COVID-19 a placé les enfants dans une situation de risque élevé d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne ;
(Indonésie)

Alinéa 5

Modifier l'alinéa existant comme suit :

5) **reconnaissant la nécessité d'une approche multidimensionnelle pour prévenir et lutter efficacement** contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne à tous les niveaux afin de protéger les enfants contre une telle exploitation avant tout ;
(Afrique du Sud)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

5) *reconnaissant* la nécessité de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants ~~en ligne~~ – **en ligne et hors ligne** – à tous les niveaux afin de protéger les enfants contre une telle exploitation avant tout ;

(Suisse)

Alinéa 6

Modifier l'alinéa existant comme suit :

6) *gardant à l'esprit* que de nombreux États ne disposent pas d'un cadre juridique, **notamment de dispositions légales qui érigent en infraction pénale toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants et d'abus sexuels à l'égard des enfants en ligne**, d'un budget, de connaissances techniques et d'une main-d'œuvre qui seraient suffisants pour lutter efficacement contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;

(Afrique du Sud)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

6) Aucune incidence sur le français

(Canada)

Alinéa 7

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) *reconnaissant* qu'il est nécessaire de sensibiliser le public, **en particulier les parents, les enseignants, les enfants, les dirigeants communautaires**, les législateurs, les organes chargés de l'application des lois et tous les autres décideurs concernés ~~à la question~~ **aux mesures préventives et aux effets néfastes** de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;

(Afrique du Sud)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) *reconnaissant* qu'il est nécessaire de sensibiliser le public, les législateurs, les organes chargés de l'application des lois et tous les autres décideurs **et parties prenantes** concernés à la question de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) *reconnaissant* qu'il est nécessaire de sensibiliser le public, les législateurs, les organes chargés de l'application des lois et tous les autres décideurs concernés, **y compris les établissements d'enseignement**, à la question de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;

(Indonésie)

Nouvel alinéa 7bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 7 comme suit :

7bis) considérant que la parole des enfants est généralement peu ou mal considérée, et que les agents de police et les magistrats sont encore souvent peu ou pas formés aux affaires concernant l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels dont ils peuvent être victimes en ligne ;

(France)

Alinéa 8

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de **dispenser aux adolescents – filles et garçons – et aux jeunes femmes et jeunes hommes, scolarisés ou non, une** éducation (sexuelle) ~~comme base de la prévention dans tout milieu culturel~~ **exhaustive, scientifiquement exacte et adaptée à leur âge, à leur contexte culturel et à l'état d'avancement de leurs capacités, avec l'aide et les conseils appropriés des parents et des tuteurs légaux, en plaçant l'intérêt supérieur de l'enfant au centre des préoccupations,** ainsi que de ~~l'~~ **qu'une** éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Fédération de Russie*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de l'éducation (~~sexuelle~~) comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Iran [République islamique d']*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de l'éducation (~~sexuelle~~), **adaptée en fonction de l'âge,** comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Égypte*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de **proposer des programmes** ~~l'éducation~~ **d'éducation** (sexuelle) **appropriés et des campagnes de communication** comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Afrique du Sud*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de l'éducation (sexuelle) **et de l'éducation aux médias** comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Suisse*)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) *reconnaissant* l'importance de l'éducation (sexuelle) comme base de la prévention dans tout milieu culturel, ainsi que de l'éducation sur le rôle que jouent les possibilités numériques accrues dans **l'augmentation de la vulnérabilité des victimes et** la facilitation des agissements des personnes responsables de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;
(*Canada*)

Nouvel alinéa 8bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 8 comme suit :

8bis) prenant acte des répercussions de la pandémie de COVID-19 et de ses effets négatifs, notamment l'augmentation exceptionnelle de l'utilisation d'Internet, en particulier par les enfants dans le cadre de l'enseignement à distance, entraînant ainsi une hausse des possibilités d'exploitation des enfants en ligne ;

(Égypte)

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 8 comme suit :

8bis) reconnaissant l'importance des technologies de l'information et de la communication dans la vie des enfants en tant que nouvel outil d'apprentissage, de socialisation, d'expression, d'inclusion et de réalisation des droits de l'enfant et des libertés fondamentales, tels que le droit à l'éducation et le droit à la liberté d'expression ;

(Inde)

Nouvel alinéa 9bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 9 comme suit :

9bis) considérant que les victimes mineures d'atteintes sexuelles, que ce soit par l'exploitation directe ou par des abus en ligne, mettent le plus souvent de nombreuses années avant de parler de ce qu'elles ont subi, lorsqu'elles en parlent, et plus encore avant d'entamer des démarches auprès de la justice ;

(France)

Alinéa 10

Remplacer le texte de l'alinéa 10 comme suit :

10) ~~sachant que, même si les filles semblent être les principales victimes de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, de nombreux garçons sont également concernés ;~~ **soulignant avoir pleinement conscience que l'extorsion de faveurs sexuelles est très souvent à l'origine de nombreuses formes d'exploitation et d'abus sexuels, et qu'il convient donc de renforcer les programmes de sensibilisation spécialisés, en particulier à destination des enfants, afin qu'ils ne se soumettent pas et ne répondent pas aux auteurs de tels actes, tout en mettant en place des dispositifs sûrs et confidentiels permettant d'apporter le soutien nécessaire aux victimes, et en renforçant les sanctions à l'encontre des auteurs de ces agissements ;**

(Bahreïn)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

10) sachant que, même si les filles semblent être les principales victimes de l'exploitation sexuelle des enfants et des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, de nombreux garçons sont également concernés **et doivent faire l'objet d'une approche spécifique nécessitant des programmes de prévention et des financements distincts ;**

(Belgique)

Nouvel alinéa 11bis

Ajouter un nouvel alinéa après l'alinéa 11 comme suit :

11bis) profondément préoccupée par les risques que présentent les formes nouvelles et changeantes de violences envers les enfants, notamment en ce qui concerne les abus sexuels et l'exploitation sexuelle, et par le cyberharcèlement, qui sont liés à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;

(Inde)

Alinéa 12

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) *notant* que la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne est compliquée par **l'accès accru à Internet**, l'évolution rapide des nouvelles technologies, telles que les crypto-monnaies et la blockchain, **le nombre de plateformes et d'applications en ligne**, qui sont intraquables dans la vente de matériels d'exploitation des enfants, ainsi que par le caractère anonyme des plateformes ~~de réseaux sociaux~~, en raison duquel il est plus difficile de cibler les auteurs d'abus ;

(Afrique du Sud)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) *notant* que la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne est compliquée par l'évolution rapide des nouvelles technologies, telles que les crypto-monnaies et la blockchain, qui sont intraquables dans la vente de matériels d'exploitation des enfants, ainsi que par le caractère anonyme des plateformes de réseaux sociaux, en raison duquel il est plus difficile de cibler les auteurs d'abus, **ces activités doivent pouvoir être tracées, les fonds qu'elles génèrent doivent être confisqués et de lourdes amendes doivent être infligées à leurs auteurs** ;

(Bahreïn)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) Aucune incidence sur le français

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

12) Aucune incidence sur le français

(Allemagne)

Alinéa 13

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) *soulignant* l'importance de la collaboration intersectorielle, multidisciplinaire et internationale dans la stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, **et saluant le travail mené par des organisations comme INTERPOL et l'Union internationale des télécommunications** ;

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) *soulignant* l'importance de la collaboration ~~intersectorielle, multidisciplinaire et~~ internationale dans la stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ;

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

13) *soulignant* l'importance de la collaboration intersectorielle, multidisciplinaire et internationale dans la stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, **notamment par le biais des mécanismes mis en place par le Comité spécial de l'ONU chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles** ;

(Fédération de Russie)

DISPOSITIF

Nouveau paragraphe avant le paragraphe 1

Ajouter un nouveau paragraphe avant le paragraphe 1 comme suit :

exhorte les parlements qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants,

(Afrique du Sud)

Paragraphe 1

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, ~~en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation,~~

(Cuba, Fédération de Russie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, **en s'efforçant d'accroître les ressources nécessaires correspondantes et** en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation,

(Canada)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, **et à diversifier les méthodes de sensibilisation concernant le déploiement des activités de prévention et d'éducation en matière d'exploitation sexuelle des enfants en ligne,** en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme **l'un des** modèles d'orientation pour la législation,

(Indonésie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation, **et à échanger entre eux les bonnes pratiques en la matière,**

(Bahreïn)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation, **tout en veillant à protéger la liberté d'expression,**

(Suède)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, en tenant compte du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation ; **et ce cadre juridique devrait aussi protéger tous les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, préciser qu'un enfant ne peut être considéré comme étant en capacité de consentir à se livrer à des actes d'exploitation sexuelle des enfants et à des abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, et garantir que des mesures soient prises afin d'éviter aux victimes la réactivation du traumatisme et un nouveau préjudice tout au long de l'enquête et de la procédure judiciaire,**

(Afrique du Sud)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. exhorte les parlements à adopter des cadres juridiques **appropriés**, spécifiques, complets et harmonisés pour introduire des lois nationales sur l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, en tenant compte, **dans la mesure du possible**, du modèle d'intervention nationale élaboré par l'Alliance mondiale WeProtect comme modèle d'orientation pour la législation,

(Égypte)

Nouveau paragraphe 1bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 1 comme suit :

1bis. exhorte également les parlements à veiller à ce que le cadre juridique national définisse de façon exhaustive et érige en infraction pénale toutes les formes d'infractions, d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels à l'égard des enfants en ligne à des fins lucratives, ainsi que la production, la possession et la diffusion de contenus pédopornographiques et l'accès répété à des sites web contenant de telles images ; en outre, la législation doit considérer les infractions sexuelles en ligne contre les enfants comme une infraction donnant lieu à extradition et doit établir une base juridique permettant l'entraide judiciaire entre États concernant les enquêtes sur les infractions commises en ligne,

(Afrique du Sud)

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 1 comme suit :

1bis. exhorte également les parlements à promouvoir l'éducation aux médias pour les enfants, les parents et les tuteurs afin de renforcer leurs connaissances et compétences en matière d'utilisation des médias et d'assurer ainsi la protection des enfants et des jeunes,

(Suisse)

Paragraphe 2

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. exhorte également les parlements à veiller à ce qu'une coopération **et une coordination transfrontalières entre les autorités chargées de l'application des lois** ~~soit mise~~ **soient mises** en place pour empêcher les auteurs d'abus avérés de sévir dans d'autres pays,

(Afrique du Sud)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. exhorte également les parlements à veiller à ce qu'une coopération transfrontalière soit mise en place pour empêcher les auteurs d'abus avérés de sévir dans d'autres pays, **en tenant compte des mesures déjà prises par INTERPOL, l'Union internationale des télécommunications et d'autres organisations internationales,**

(Canada)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. exhorte également les parlements à veiller à ce qu'une coopération transfrontalière soit mise en place pour empêcher les auteurs d'abus avérés de sévir dans d'autres pays **et partager les listes contenant des informations détaillées sur les personnes ayant déjà été condamnées pour ce type de crime,**

(Bahreïn)

Nouveau paragraphe 3bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 3 comme suit :

3bis. insiste sur la responsabilisation des entreprises de l'industrie numérique dans la création d'un environnement en ligne sûr par l'adoption de mesures de sécurité renforcées en vue de protéger les enfants et de procédures de notification et de retrait de contenus illicites en ligne. À défaut, ces sociétés devraient être tenues de contribuer au financement des instances nationales et internationales compétentes,

(Belgique)

Paragraphe 4

Modifier le paragraphe existant comme suit :

4. souligne l'importance d'un engagement stratégique du secteur privé à coopérer avec les organes chargés de l'application des lois ~~sur~~, **notamment en ce qui concerne le signalement, la prévention, la détection, la conduite d'enquêtes et la poursuite des** ~~les questions~~ **auteurs d'actes** d'exploitation sexuelle des enfants et ~~des~~ **d'abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, et de renforcer et d'équiper les organismes chargés de l'application des lois et le système judiciaire afin de garantir la mise en place d'un système adapté aux enfants, notamment en dispensant des formations spécialisées dans la détection des crimes contre les enfants et les enquêtes sur ces crimes et en prévoyant un traitement, des soins et des modalités d'entretien spécifiques pour les enfants victimes,**

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 4bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 4 comme suit :

4bis. exhorte les parlements à veiller à ce que les entreprises technologiques s'engagent à accroître les mesures de transparence et de responsabilisation en matière de prévention, de modération et de signalement des cas d'exploitation sexuelle des enfants et d'abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, notamment en accordant la priorité à la sécurité dès la conception,

(Indonésie)

Paragraphe 5

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. exhorte les parlements à mettre en place une infrastructure complète pour soutenir les enfants victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne **dans leur rétablissement physique et psychologique et leur intégration sociale,** en garantissant un environnement sain et

favorable au signalement de telles pratiques dans leur pays, tout en veillant à ce que les ressources financières et humaines soient suffisantes pour, entre autres, les programmes éducatifs **également accessibles aux enfants handicapés**, les services d'assistance téléphonique et les lignes d'aide aux victimes,

(Afrique du Sud)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. *exhorte* les parlements à mettre en place une infrastructure complète pour soutenir les enfants victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne, **avec notamment des professionnels de santé formés**, en garantissant un environnement sain et favorable au signalement de telles pratiques dans leur pays, tout en veillant à ce que les ressources financières et humaines soient suffisantes pour, entre autres, les programmes éducatifs, les services d'assistance téléphonique **destinés au signalement succinct de contenus présumés pédopornographiques** et les lignes d'aide aux victimes,

(Finlande)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. *exhorte* les parlements à mettre en place une infrastructure complète pour soutenir les enfants victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne, en garantissant un environnement sain et favorable au signalement de telles pratiques dans leur pays, tout en veillant à ce que les ressources financières et humaines soient suffisantes pour, entre autres, les programmes éducatifs, les services d'assistance téléphonique et les lignes d'aide aux victimes, **tout en évitant que les enfants et les adolescents qui ont été victimes d'actes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne ne subissent un nouveau préjudice**,

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. *exhorte* les parlements à mettre en place une infrastructure complète pour soutenir les enfants victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels en ligne, en garantissant un environnement sain et favorable au signalement de telles pratiques dans leur pays, tout en veillant à ce que les ressources financières et humaines soient suffisantes pour, entre autres, les programmes éducatifs, les services d'assistance téléphonique et les lignes d'aide aux victimes, **notamment pour lutter contre le chantage sexuel et ne pas s'y soumettre**,

(Bahreïn)

Nouveau paragraphe 5bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 5 comme suit :

5bis. *exhorte* les parlements à lever, dans leur droit interne, les mécanismes de prescription sur l'exploitation, les abus et les crimes sexuels sur mineurs ou à en rallonger considérablement les délais,

(France)

Paragraphe 6

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. *demande* à l'UIP de rédiger une loi type à l'intention des États, formulant des dispositions législatives claires pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, qui accordent une place privilégiée aux droits, **à l'éducation**, à la parole, aux besoins et à la sécurité des enfants,

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. *demande* à l'UIP de rédiger une loi type à l'intention des États, formulant des dispositions législatives claires pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, qui accordent une place privilégiée aux droits, à la parole, aux besoins ~~et~~, à la sécurité **et à l'intérêt supérieur** des enfants,

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. *demande* à l'UIP de rédiger une loi type à l'intention des États, formulant des dispositions législatives claires pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, qui accordent une place privilégiée aux droits, à la parole, aux besoins et à la sécurité des enfants **dans l'ensemble des procédures ayant trait à leur bien-être**,

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 6bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 6 comme suit :

6bis. *souligne* la nécessité de former spécifiquement et convenablement les dépositaires de l'ordre public et les magistrats susceptibles de recueillir la parole des victimes et de traiter les affaires relatives à l'exploitation sexuelle des enfants et aux abus sexuels des enfants en ligne,

(France)

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 6 comme suit :

6bis. *demande* également à l'UIP d'élaborer un guide à l'usage des parlementaires qui définisse des mécanismes de travail clairs pour les parlements, et de débattre de la législation relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ; ce guide devrait en outre proposer des outils de contrôle permettant de surveiller les politiques publiques en matière de protection des enfants, et prévoir des mécanismes d'action spécifiques pouvant être appliqués par les parlements des différentes régions du monde,

(Émirats arabes unis)

Paragraphe 7

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. *reconnait* le rôle actif des hommes en tant que partenaires et alliés stratégiques dans le changement des normes et des pratiques qui favorisent toutes les formes de violence ~~fondée sur le sexe~~, y compris l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne,

(Fédération de Russie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. *reconnait* le rôle actif des hommes **et des garçons** en tant que partenaires et alliés stratégiques dans le changement des normes et des pratiques qui favorisent toutes les formes de violence fondée sur le sexe, y compris l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne,

(Afrique du Sud)

Nouveau paragraphe 7bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 7 comme suit :

7 bis. *demande* aux parlements de s'engager à favoriser, par tous les moyens nécessaires, le repérage des violences faites aux enfants par tous les professionnels qui les

entourent en les mobilisant en ce sens, notamment en les formant à cette détection et en mettant à leur disposition des ressources et conseils en matière de transmission d'information préoccupante et de signalement,

(France)

Nouveau paragraphe 8bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 8 comme suit :

8bis. *prend note* que l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne sont enracinés dans des problèmes sociaux et culturels plus vastes (sexisme et misogynie, par exemple) et que les mesures prises pour lutter contre ces fléaux doivent tenir compte du fait que les filles sont davantage susceptibles d'être victimes de ce type d'exploitation et d'abus, qu'elles sont de plus en plus exposées à de telles expériences et qu'elles en subissent des conséquences comme la perte d'estime de soi ou la dépression,

(Canada)

Paragraphe 9

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. *souligne* l'importance de la pauvreté dans l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne ~~et insiste sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes,~~

(Suisse)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. *souligne* l'importance de la pauvreté, **de l'iniquité des structures socio-économiques, du manque d'éducation, de la discrimination fondée sur le sexe et des pratiques traditionnelles préjudiciables** dans l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne et insiste sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes,

(Afrique du Sud)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. *souligne* l'importance de la pauvreté dans l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne et insiste sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes, **et appelle par conséquent la communauté internationale à accentuer ses efforts pour lutter contre la pauvreté, ce qui constitue un bon point de départ pour combattre ces crimes,**

(Bahreïn)

Nouveau paragraphe 9bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 9 comme suit :

9bis. *demande* aux gouvernements de prévoir des peines maximales plus sévères pour toute personne qui promeut l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne et de qualifier ces abus partout dans le monde de crimes graves, dans la mesure où ils sont considérés comme une menace pour la paix et la sécurité internationales,

(Émirats arabes unis)

Paragraphe 10

Modifier le paragraphe existant comme suit :

10. ~~demande~~ aux parlements de légiférer pour que les réseaux de médias sociaux ~~redoublent d'efforts en vue~~ **aient l'obligation** de détecter et de supprimer immédiatement les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne **et pour sanctionner le non-respect de cette obligation,**

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

10. ~~demande~~ aux parlements de légiférer pour que les réseaux de médias sociaux ~~redoublent d'efforts en vue~~ **entreprises de l'industrie numérique soient tenues de** détecter et de supprimer immédiatement les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne,

(Belgique)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

10. ~~demande~~ aux parlements de légiférer pour que les réseaux de médias sociaux redoublent d'efforts en vue de détecter et de supprimer immédiatement les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants et aux abus sexuels à l'égard des enfants en ligne, **et d'inciter ces plateformes à mettre au point des programmes et des mécanismes qui permettent d'identifier automatiquement, de supprimer directement et de signaler tout contenu préjudiciable en lien avec l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants,**

(Bahreïn)

Nouveau paragraphe 10bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 10 comme suit :

10bis. demande également aux parlements, aux organes chargés de l'application des lois, aux fournisseurs d'accès à Internet et aux responsables de l'infrastructure d'Internet, notamment le Forum sur la gouvernance d'Internet, de s'unir et d'œuvrer à la mise en place d'un mécanisme spécifique et efficace permettant de lutter contre toutes les activités malveillantes qui ont cours sur le dark web, notamment les sites de jeux en ligne présents sur ce réseau qui est devenu un terrain fertile où les auteurs d'actes d'exploitation sexuelle des enfants peuvent y chercher des victimes,

(Bahreïn)

Paragraphe 11

Modifier le paragraphe existant comme suit :

11. ~~insiste~~ sur la nécessité d'une ~~éducation continue axée sur le changement de culture numérique chez les jeunes, à l'intention~~ **d'informer** les décideurs politiques, les organes chargés de l'application des lois et le public **du changement de culture numérique chez les jeunes,**

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

11. ~~insiste~~ sur la nécessité d'une éducation continue axée sur le changement de culture numérique chez les jeunes, à l'intention des décideurs politiques, des organes chargés de l'application des lois, **des professionnels de l'éducation et des personnes qui travaillent avec les enfants et les jeunes, et ainsi que** du public, **notamment les enfants et leurs parents,**

(Finlande)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

11. *insiste* sur la nécessité d'une éducation continue axée sur le changement de culture numérique chez les jeunes, à l'intention des décideurs politiques, des organes chargés de l'application des lois, **des établissements d'enseignement** et du public,

(Indonésie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

11. Aucune incidence sur le français

(Canada)

Paragraphe 12

Supprimer le paragraphe 12 :

~~12. *demande* aux parlements de faciliter les méthodes de détection automatisée, en gardant à l'esprit l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur le droit à la vie privée,~~

(Bahreïn)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

12. *demande* aux parlements de faciliter les méthodes de détection automatisée **tout en garantissant le respect de l'intégrité de la personne**, en gardant à l'esprit l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur le droit à la vie privée,

(Suède)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

12. *demande* aux parlements de faciliter les méthodes de détection automatisée, en gardant à l'esprit l'article 16 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur le droit à la vie privée, **ainsi que l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit le droit à la vie privée et à la famille,**

(Inde)

Paragraphe 13

Modifier le paragraphe existant comme suit :

13. *invite* l'UIP à prévoir des réunions et des ateliers périodiques avec la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, **ainsi qu'avec d'autres parties prenantes et militants du monde entier qui luttent contre ce phénomène**, en mettant l'accent sur les initiatives mondiales de prévention et de lutte contre les pratiques en question.

(Bahreïn)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

13. *invite* l'UIP à prévoir des réunions et des ateliers périodiques avec la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, en mettant l'accent sur les initiatives mondiales de prévention et de lutte contre les pratiques en question, **et invite également les parlements à échanger, dans le cadre des activités de l'UIP, des informations sur les bonnes pratiques et les expériences fructueuses en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et les abus sexuels à l'égard des enfants en ligne.**

(Afrique du Sud)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

13. *invite* l'UIP à prévoir des réunions et des ateliers périodiques avec la Rapporteuse spéciale **du Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU** sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, **y compris la prostitution des enfants, la pornographie mettant en scène des enfants et tout autre contenu montrant des abus sexuels sur enfant**, en mettant l'accent sur les initiatives mondiales de prévention et de lutte contre les pratiques en question.

(Fédération de Russie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

13. *invite* l'UIP à prévoir des réunions et des ateliers périodiques avec la ~~Rapporteuse~~ **Rapporteuse** spéciale de l'ONU sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, en mettant l'accent sur les initiatives mondiales de prévention et de lutte contre les pratiques en question.

(France)

Nouveau paragraphe 13bis

Ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 13 comme suit :

13bis. **demande** aux parlements de respecter la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents ou, le cas échéant, les membres de la famille élargie ou de l'entourage, comme prévu par la coutume locale, les tuteurs ou autres personnes légalement responsables de l'enfant, de donner à celui-ci, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice par l'enfant des droits reconnus dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant.

(Fédération de Russie)